

L'INFLATION

réalités et prétextes

Depuis la rentrée, le régime gaulliste a placé la « lutte contre l'inflation » au centre de la vie politique française. Cette lutte constitue le prétexte d'un raidissement devant les revendications des travailleurs, surtout ceux de la fonction publique. Bientôt, le patronat se saisira du même prétexte pour s'opposer aux revendications d'augmentations des salaires.

LA HAUSSE DES PRIX N'EST PAS DUE AUX SALAIRES

Or, quoi qu'en pensent les mystificateurs qui jonglent avec « la spirale-des-salaires-et-des-prix », l'évolution des salaires n'est pour rien dans la forte flambée des prix à laquelle on assiste depuis de longs mois en France. Pour s'en apercevoir, il suffit d'étudier l'évolution des prix de gros industriels qui n'augmentent que très lentement. Or, toute augmentation des coûts industriels s'exprime automatiquement dans l'augmentation des prix de gros industriels, aussi longtemps que les capitalistes n'acceptent pas de la compenser par une baisse de leurs profits. Mais de janvier à août 1963, ces prix ont augmenté de moins de deux pour cent (passant de l'indice 117 à l'indice 119), par rapport à janvier 1962, l'augmentation n'est que de 3,5 % (de l'indice 115 à l'indice 119) et de 1960 à août 1963, elle n'est que de 7 %, soit moins de 2 % par an.

Toutes les ménagères françaises seraient heureuses si le coût de la vie n'avait augmenté que dans ces limites.

Pourquoi les salaires ne sont-ils pour rien dans l'actuelle flambée des prix? Parce que la productivité a augmenté au moins dans la même proportion que les salaires, ce qui signifie que les coûts salariaux par unité produite sont restés stables. D'après les statistiques du Marché Commun (« Bulletin général de statistiques », n° 10, 1963), l'indice total des heures de travail fournies dans les industries extractives et manufacturières a augmenté en mai 1963 de 4 % par rapport à la moyenne de 1960. Or, la production industrielle avait augmenté de 24,5 %. Ceci signifie que l'accroissement de la productivité de 1960 au premier semestre de 1963 a été de l'ordre de 20 %. L'indice officiel des salaires bruts horaires dans l'industrie a augmenté de 25 % de 1960 au premier semestre de 1963. Mais dans cette augmentation, il y a une bonne part de récupération par rapport à la baisse brutale des salaires réels subie en 1958-59. On s'en aperçoit en comparant l'évolution de la productivité avec celle des salaires pour la période 1961-premier semestre 1963. Les salaires horaires bruts augmentent pour cette période de 15 %. La production industrielle, par contre, augmente de 17 %, alors que les heures prestées augmentent de 2 %, ce qui nous donne, au cours des cinq derniers semestres, une augmentation des salaires exactement égale à l'augmentation de la productivité.

Il va de soi que nous n'acceptons pas la théorie selon laquelle les salaires ne devraient pas augmenter davantage que la productivité. Elle implique, en effet, que la répartition des revenus créés, entre salaires et profits, doit nécessairement rester la même. Même avec une augmentation de la productivité, on pourrait maintenir une stabilité rigide des prix, — à condition que les capitalistes acceptent de réduire leurs profits (ou y soient obligés par la concurrence ou par des mesures adéquates d'un gouvernement ouvrier et paysan). Par ailleurs, l'augmentation réelle de la productivité — de même d'ailleurs que le volume réel des profits — restera un système aussi longtemps que les travailleurs n'obligent pas les patrons à ouvrir leurs livres de comptes. On aurait tort, en cette matière comme dans bien d'autres, de les croire sur parole.

Ceci dit, il reste que les salaires n'augmentent pas plus fortement que la productivité dans l'industrie, et qu'ils ne supportent donc aucune responsabilité de

la hausse des prix, même du point de vue des théories en vogue dans les milieux capitalistes.

ELLE EST DUE A LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.

D'où vient donc cette flambée des prix?

Avant tout d'une forte inflation de crédit, d'une brusque expansion du volume monétaire.

D'août 1962 à août 1963, ce volume monétaire a augmenté de 19 milliards de francs, soit de 15 %, alors que la production industrielle n'a augmenté, pour la même période, que de 6 %. La disproportion entre ces deux taux est frappante. Ce n'est pas ailleurs qu'il faut rechercher le secret de l'inflation.

La monnaie fiduciaire en circulation a augmenté de 49 à 55 milliards de francs. La monnaie scripturale — les dépôts de banque utilisés comme moyens de paiement — ont augmenté de 73 à 86 milliards de francs pendant la même période. Or, cette augmentation des dépôts n'est pas nécessairement le résultat d'une augmentation de revenus. Lorsque les banques accordent des crédits à leurs clients, ces prêts créent de nouveaux dépôts. Les deux sources principales de l'inflation sont, par conséquent, l'augmentation du déficit des finances publiques (c'est-à-dire avant tout la force de frappe et toutes les autres « folies de grandeur ») et l'augmentation du crédit aux capitalistes.

Le déficit budgétaire est passé de 4 milliards de francs en 1960 et 1961 à 6 milliards en 1962. La dette à court terme de l'État est passée de 51 milliards de francs en 1961 à 56,8 milliards de francs en 1962 et à 60 milliards à la fin du premier semestre de 1963. Voilà la première source réelle de l'inflation.

Quant à la source de l'inflation du crédit, il faut sans doute la rechercher avant tout dans la poussée de la spéculation capitaliste, en premier lieu de la spéculation foncière. L'évolution des valeurs immobilières et celle des loyers — 15 % d'augmentation moyenne en l'espace d'un an d'après les statistiques officielles, combien sujettes à caution! — semblent en tout cas en témoigner.

Pourquoi le Grand Capital est-il effrayé par l'ampleur de l'inflation? Parce que celle-ci risque de provoquer un grave déséquilibre de la balance commerciale, déséquilibre que la dévaluation Pinay-Rueff de 1958 avait précisément pour but d'enrayer, — aux frais des travailleurs.

Lorsqu'il y a inflation dans un pays, cela signifie que le total des moyens de paiement, du pouvoir d'achat, qui circule dans ce pays, est supérieur à la masse totale des marchandises et des services disponibles dans ce même pays. Le commerce aura tendance à couvrir cette différence par les importations. Celles-ci auront donc tendance à augmenter plus rapidement que les exportations.

C'est effectivement ce qui est arrivé en France depuis un an.

La dévaluation de 1958 avait permis de renverser ce déficit en 1959, 1960 et 1961. Ces trois années-là, les exportations françaises dépassaient les importations. Mais, en 1962, il y eut de nouveau un déficit de la balance commerciale de l'ordre de 150 millions de dollars. Pour les huit premiers mois de 1963, ce déficit s'élève déjà à 200 millions de dollars. C'est là que le bât blesse.

Les travailleurs doivent refuser énergiquement tout politique d'austérité aux frais de la large consommation des masses. Si des économies doivent intervenir, qu'elles interviennent dans le domaine des dépenses militaires, des dépenses d'ostentation et des autres frais occasionnés par la « politique de grandeur ». Qu'on mette fin aux pratiques de spéculation en nationalisant tous les terrains à bâtir. Qu'on arrête la spéculation en taxant tous les superbénéfices. Qu'on prenne l'argent où il se trouve et non pas chez les petites gens!

E. GERMAIN.

Les rapports P.C.F.-P.S.

Le Congrès du Parti Communiste Français se tiendra dans quelques mois. Il sera certainement dominé par les problèmes du Front Unique avec le Parti Socialiste S.F.I.O. et nous aurons, par conséquent, l'occasion de revenir sur cette question d'une manière plus approfondie.

D'ores et déjà, le rapprochement entre les deux organisations connaît une nouvelle étape. Dans le domaine de l'unité d'action, les dirigeants du Parti Socialiste S.F.I.O. à leur retour de Moscou se sont clairement prononcés pour l'organisation d'actions communes sur des points particuliers, par exemple contre la force de frappe et pour des actions parallèles sur un certain nombre d'autres points, notamment les revendications, la laïcité. Guy Mollet, dans l'interview qu'il a accordé à « Libération », annonce même l'ouverture d'un débat dans les colonnes de la presse socialiste sur les problèmes posés par l'action commune avec le Parti Communiste français. De leur côté, les dirigeants du P.C.F. multiplient les meetings dans la région parisienne et en province, au cours desquels ils se prononcent en faveur d'un « Programme commun de toute la gauche » avec principalement le Parti socialiste. Les députés socialistes et les élus locaux de la S.F.I.O. assistent très régulièrement à ces meetings.

Dans ce rapprochement, chacun essaie d'amener l'autre sur ses positions. C'est particulièrement vrai du Parti Socialiste S.F.I.O., dont la direction, sans ambage, a déclaré au cours de sa conférence de presse, au retour de Moscou, qu'elle espérait que l'évolution actuellement en cours en U.R.S.S. s'accentuerait.

L'espoir de Guy Mollet ce n'est pas la récusation de la part des P.C. de toutes les méthodes stalinienne de direction, c'est aussi, et nous pourrions dire surtout, l'abandon franc et loyal des positions révolutionnaires.

Guy Mollet redoute l'intervention des masses pour imposer l'unité d'action.

La politique du P.C.F. lui rend la tâche facile, d'abord en ne dénonçant pas sérieusement les méfaits du stalinisme et en donnant au programme commun mis en avant un contenu « républicain » fait pour satisfaire les chefs du « Rassemblement démocratique » (appendice du Parti radical) et non les aspirations des travailleurs, communistes et socialistes notamment.

Guy Mollet ne s'engage dans la voie de l'unité d'action qu'avec beaucoup de réticence et il veut qu'elle se limite à quelques points. Il a dit à sa conférence de presse qu'il était optimiste, mais pas « à court terme ».

Les travailleurs vont-ils attendre encore longtemps, vont-ils supporter encore De Gaulle pendant un septennat.

Pour en finir, il faut ouvrir la perspective non pas d'un rapetassement de la société capitaliste démocratisée, mais celle d'un gouvernement du P.C.F. et du P.S. œuvrant pour le socialisme.

Ce qui est nécessaire aux travailleurs pour unifier leurs luttes partielles dans un grand combat général, c'est un programme de caractère révolutionnaire sur lequel les communistes, les socialistes et les travailleurs en général pourraient s'entendre. Programme qui devrait bannir toutes les formes de stalinisme, toutes les formes d'accommodation avec le régime et les incohérences « modernistes ».

Ce programme adapté à l'actuelle réalité, tenant compte des expériences et des erreurs du passé, c'est au P.C.F. qu'il revient d'en proposer l'orientation fondamentale.

Ce n'est que de cette manière que les travailleurs se sentiront de nouveau concernés et que, finalement, sera rendu possible le Front unique.

M. D.

Intensifier la lutte contre l'armement atomique

Les Français se sont engagés dans la lutte contre l'armement atomique : des marches régionales ont eu lieu avec succès, à Taverny et Puteaux dans la région parisienne, à Rouen, à Lyon, etc. Nous saluons ces premières initiatives, et d'autant plus qu'elles ont eu lieu dans l'unité réalisée par le Comité temporaire contre la force de frappe. Mais ne nous leurrions pas : il s'agit encore d'actions d'avant-garde. Souvent la jeunesse étudiante fournissait l'essentiel des troupes ; et, à Paris, les rassemblements périphériques passent à peu près inaperçus. On ne peut donc considérer ces marches que comme des répétitions générales pour les grandes actions nécessaires, du type de celle évoquée par Claude Bourdet au nom du M.C.A.A. — et avec quel écho enthousiaste — lors des états généraux de la Paix les 18 et 19 mai derniers, et qui devait s'étendre de Saclay à la gare d'Orsay. Nous apprenons que d'autres projets de vaste ampleur sont proposés. Il faut qu'ils soient retenus, car il est clair en effet qu'on n'ébranlera pas la volonté d'un de Gaulle à moins d'une élévation constante du niveau de la lutte.

Est-ce là la ligne des grandes organi-

sations ouvrières? Aucune ne se prononce nettement, et, sous la plume d'Yves Moreau, l'Humanité a beau proclamer « Pas de pause dans la lutte pour la paix ! » la seule précision donnée sur la poursuite de l'action, c'est qu'il faut intensifier la campagne de signatures en faveur de l'adhésion de la France au traité de Moscou, ce qui, au mieux, n'interdirait pas à de Gaulle de faire des explosions souterraines au Sahara pour perfectionner son armement.

Si le porte-à-porte peut ne pas être vain pour réveiller l'opinion publique, c'est à condition d'en faire un outil d'explication de la nécessité de l'action de masse comme seul moyen de peser assez fort pour faire échec à la volonté gouvernementale de constitution d'une force de frappe française. Mobiliser l'opinion pour... faire confiance à la diplomatie, c'est se battre avec des canons... chargés à blanc.

Lutte de masse ou campagne pacifiste de pétition, c'est ce choix qui, désormais, se pose ; et il est décisif, car de lui dépend l'issue de la lutte donc, en fin de compte, à échéance, notre vie.

Vient de paraître le n° 20 de

QUATRIÈME INTERNATIONALE

au sommaire :

- Livio MAITAN. — Encore sur les positions du P.C. chinois et quelques problèmes de l'époque de transition
- Pierre FRANK. — 25^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale
- Freedom Now (La lutte des Noirs aux Etats-Unis et les tâches des trotskystes américains)
- E. GERMAIN. — Situation politique et tâches des trotskystes.

Le n° de 72 pages : 3 francs — Commande à P. FRANK

C.C.P. 12.648-46 Paris, 21 rue d'Aboukir